



LE DEVOIR

Laval accueillera l'hippodrome

Deux sites possibles: l'ancienne carrière ou l'intersection des routes 13 et 440

KATHLEEN LÉVESQUE

L'hippodrome Blue Bonnets sera relocalisé à Laval, dans un nouveau concept de divertissement combinant courses de chevaux et appareils de loterie vidéo concentrés dans un salon de jeux. Deux emplacements sont dans la mire, dont l'un revêt un caractère audacieux car il surplombe l'immense carrière désaffectée nichée derrière le palais de justice.

Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, cet

emplacement ainsi que celui situé à la jonction des autoroutes 440 et 13 sont les deux options analysées par les partenaires de ce projet. D'autres emplacements dans la couronne nord ont été regardés de près, notamment à Boisbriand, mais Laval demeure la première option. Si la relocalisation de l'hippodrome est la responsabilité d'Attractions hippiques, la création d'un salon de jeux relève de Loto-Québec. Intérêts privés et publics s'entremêlent et ont l'obligation de s'entendre.

Attractions hippiques, qui appartient au sénateur libéral Paul J. Massicotte, prévoyait rendre publique sa décision début octobre. Depuis quelques semaines, M. Massicotte se fait plus discret. A Loto-Québec, on a laissé échapper le nom de Laval sans toutefois préciser l'emplacement précis. De plus, la société d'État ne fait aucune cachette de sa préférence dans ses communications écrites à l'externe.

Chose certaine, le choix s'annonce délicat et exige beaucoup de concertation. Les hommes à chevaux

(ils sont 3000 au Québec) sont impatients de voir le dossier connaître l'élan promis, car l'industrie périclitte depuis plus de dix ans. La Ville de Laval y voit l'occasion d'un développement d'importance; c'est au minimum un investissement de 100 millions de dollars auquel s'est engagé le sénateur Massicotte. La Direction de la santé publique se préoccupe de l'impact sur la population d'une augmentation du

VOIR PAGE A 10: LAVAL

FORUM DES PREMIÈRES NATIONS

Vers l'établissement d'un réseau scolaire autochtone

Ghislain Picard fustige Ottawa

ROBERT DUTRISAC

Mashteuatsh — Les Premières Nations ont fait de grands pas hier vers l'établissement d'un réseau scolaire contrôlé par les autochtones, de la maternelle à l'université.

Les gouvernements du Québec et du Canada ont annoncé trois initiatives qui vont dans le sens de cette revendication des peuples autochtones.

À la dernière minute, le gouvernement fédéral a donné son accord pour financer sa part de la construction du pavillon des Premières Nations sur le campus de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), à Val-d'Or. «Il était minuit moins cinq, littéralement», a souligné le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Jean-Marc Fournier.

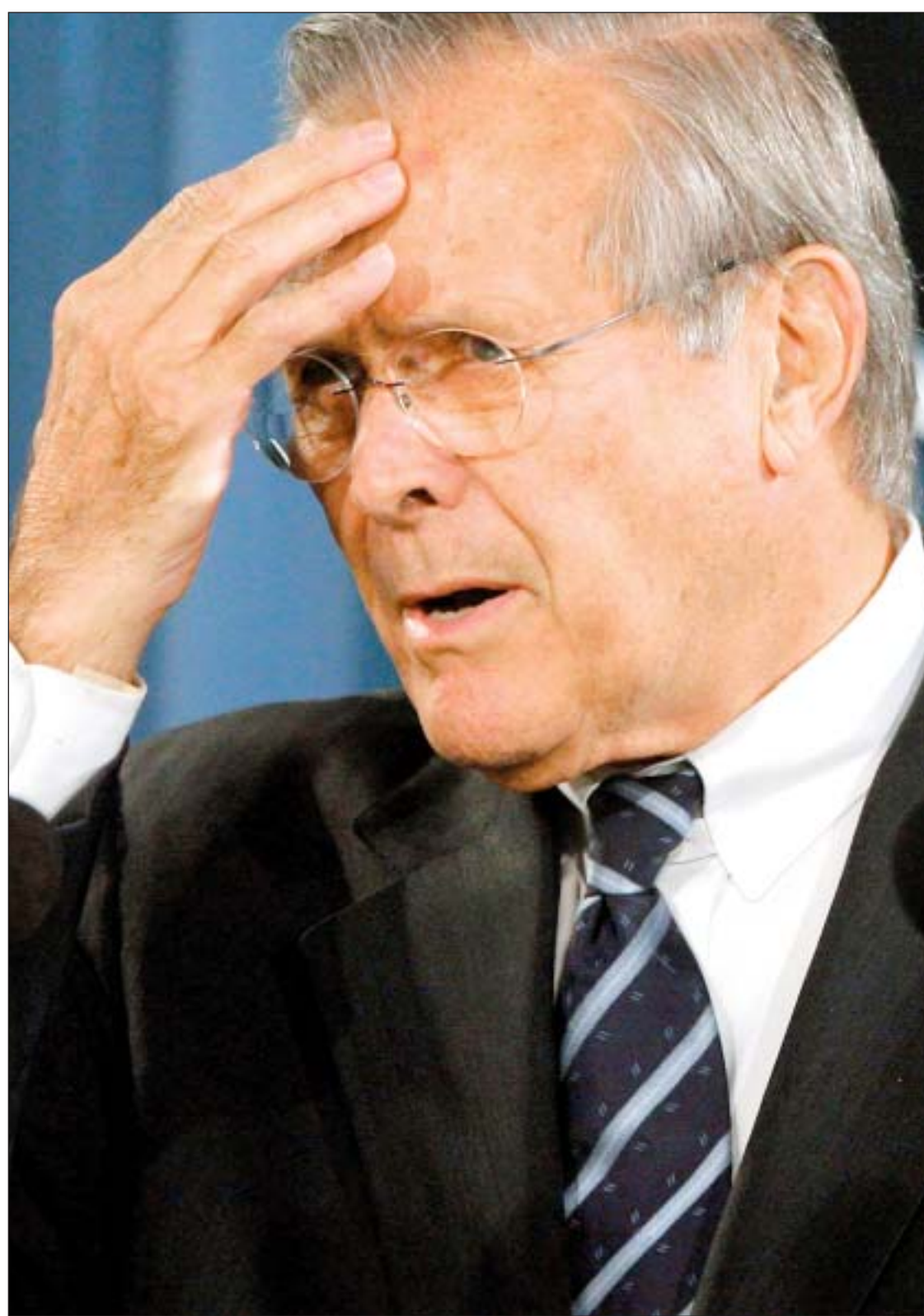
«Ce que nous voulons, c'est avoir la pleine compétence d'ici cinq ou six ans»

Ainsi, Québec et Ottawa verseront chacun 3,8 millions pour la construction de ce pavillon de l'UQAT réservé aux autochtones tandis que la fondation créée pour ce projet, à laquelle ont été associés l'ancien grand chef des Cris, Ted Moses, et le maire de Val-d'Or, Fernand Trahan, versera 500 000 \$ des 1,25 million de dollars qu'elle a recueillis, pour un total de 8,1 millions. Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser 350 000 \$ par an pour les frais de fonctionnement du pavillon et on s'attend, maintenant qu'Ottawa a le bras dans le tordeur, que le fédéral y aille d'une contribution annuelle de 850 000 \$, a indiqué Edith Cloutier, une des instigatrices du projet, aussi présidente du Regroupement des centres d'amitié autochtone et maintenant présidente du conseil d'administration de l'UQAT.

«Il faut que l'université ait une grande ouverture et une certaine audace pour s'embarquer dans cette aventure sachant que les Premières Nations veulent être partie prenante de ce projet», a dit Mme Cloutier au *Devoir*. «Maintenant, ça nous amène à l'étape où nous

VOIR PAGE A 10: AUTOCHTONES

Irak: Rumsfeld accuse les médias



REUTERS

ALORS que les pertes américaines en Irak ne cessent de s'alourdir et que le président George W. Bush peine à justifier sa stratégie à l'approche des élections de mi-mandat, Donald Rumsfeld a accusé hier les médias américains d'être malveillants au sujet de l'Irak. Sa sortie est survenue au moment où on apprenait que 50 % des Américains se déclarent favorables à un retrait des troupes au plus tard à la fin de 2007. Quelque 15 % demandent carrément un retrait immédiat. Le président a toutefois répété hier que les troupes américaines resteront en Irak «jusqu'à ce que le boulot soit terminé». Nos informations en page B 9.

CSDM

Les profs dénoncent le nouveau bulletin

Plus de cotes qu'avant, encore des compétences, pas de pourcentages

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Conçu pour mieux éclairer les parents, le tout nouveau bulletin du primaire de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) ne fait pas de place aux pourcentages mais opte plutôt pour des cotes de A à E destinées à évaluer le «développement des compétences disciplinaires».

Dans ce bulletin tout juste distribué aux écoles primaires, dont *Le Devoir* a obtenu copie, certaines confusions demeurent: ainsi, un enfant qui récolte un C en maths ou en français «développe sa compétence de façon satisfaisante». Mais sous la rubrique «comportement», le même C n'a rien de rassurant: selon une autre légende, il indique aux parents que l'élève présente une «difficulté marquée».

Cette «confusion», vigoureusement dénoncée par les enseignants, ressort du dernier modèle de bulletin qui circule actuellement dans les écoles primaires de la CSDM et qui sera acheminé aux parents pour une toute première fois à la fin d'octobre ou au début de novembre. Le document promeut un nouveau code d'évaluation allant de la lettre A à E, chacune des lettres marquant un niveau de «développement de la compétence disciplinaire».

Ainsi, alors que l'ancien bulletin de la CSDM évaluait les enfants sur une échelle allant de A à D, le nouveau modèle compte un échelon additionnel. Le libellé indiquant les progrès de l'enfant a complètement changé lui aussi: sous l'ancien régime, un B était associé au fait que l'«enfant progress[ait] selon les

Le bulletin «ne correspond pas au souhait des enseignants d'avoir des pourcentages et de vrais chiffres qui veulent dire quelque chose»

VOIR PAGE A 10: BULLETIN



CHRISTIAN RIOUX

Les banlieues françaises, un an plus tard

Page A 3



INDEX

7-78313-00068-9	Annances..... A 4	Monde..... B 9
	Avis publics .. B 6	Mots croisés .. B 7
	Cinéma..... B 3	Nature..... B 8
	Décès..... A 4	Resto..... B 7
	Éditorial..... A 8	Sudoku..... B 8
	Idées..... A 9	Télévision..... B 4
	Météo..... B 7	Week-end..... B 1

Harper et la psyché québécoise

Un nouvel ouvrage relate l'effondrement politique de Paul Martin et la montée simultanée du chef conservateur

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — En devenant chef du Parti conservateur en 2004, Stephen Harper a tellement voulu comprendre la psyché québécoise qu'il a entrepris, sur le conseil de son entourage, de rencontrer une série d'éminences francophones de la province, dont Paul Teller, ex-p.-d.g. du CN. On lui a même suggéré de s'asseoir en compagnie de... Robert Charlebois.

Cette série d'échanges est mise au jour par le journaliste Paul Wells dans son livre à paraître aujourd'hui, *Right Side Up*, dans lequel il relate l'effondrement politique de Paul Martin et la montée simultanée de Stephen Harper. Cet ouvrage révèle également que Paul



REUTERS

«Qu'arriverait-il si un gars comme moi, un Albertain sans racines au Québec ni caucous québécois digne de ce nom, devenait premier ministre? Cela mettrait-il à trop rude épreuve l'unité nationale?», a demandé Stephen Harper à une série d'éminents francophones du Québec.

VOIR PAGE A 10: HARPER

IDÉES

L'ABANDON DES PROGRAMMES CULTURELS À L'ÉTRANGER



SOURCE CENTRE CULTUREL CANADIEN

Le Centre culturel canadien à Paris présente en ce moment la plus récente installation vidéo de Jana Sterbak, *Waiting for High Water* (2005), une installation vidéo dont les images sont filmées à l'aide de trois petites caméras fixées sur la tête d'un chien et qui invite le spectateur à une promenade surprenante à Venise au moment de l'*aqua alta*.

Une affaire de trahison

ÉMILE MARTEL

Ancien ministre (Affaires culturelles) à l'ambassade du Canada à Paris (1987-91, 1994-98) et président du Centre québécois du P.E.N. International depuis 1999

Le ministère des Affaires étrangères du Canada, dans un geste qui vise à « consacrer plus de ressources aux programmes qui comptent vraiment pour les Canadiens », annonce des compressions de près de 15 millions de dollars dans le financement de ce qu'on appelle la « diplomatie publique ». On parle donc de poursuivre le navrant exemple donné il y a quelques mois, quand on a congédié les cinq agents locaux responsables des programmes culturels au Haut-Commissariat du Canada à Londres; je ne donne pas cher de la peau de ceux qui font le même travail à Paris, au Centre culturel canadien (CCC), ou ailleurs dans le monde.

Le CCC a souvent eu la vie dure depuis son inauguration, en 1970, mais jusqu'ici, l'objection sourde que maintenait la haute bureaucratie du ministère à son endroit a toujours été contrebalancée, soit par des politiciens qui savaient lire, soit par d'autres fonctionnaires qui, eux, avaient compris que nous ne sommes essentiellement rien d'autre que l'image que nous projetons à l'étranger, autant auprès des gouvernements qu'auprès de la population.

Il faut être bien naïf pour croire qu'un programme d'appui aux créateurs canadiens pour les aider à établir à travers le monde un dialogue et des échanges grâce auxquels le bon devient le meilleur peut être autre chose qu'utile, nécessaire, essentiel. [...]

Le troisième pilier

Il y eut une période légèrement euphorique, vers 1994, où il existait au Canada un programme de relations culturelles internationales baptisé «troisième pilier» de la politique étrangère et qui venait conforter la politique proprement dite ainsi que les questions économiques et commerciales.

Il n'était pas trop tôt pour qu'on confirme ce rôle essentiel puisque des programmes de relations culturelles internationales étaient en place depuis 1966. Leur création est issue, faut-il l'oublier, de la décision du gouvernement québécois d'ouvrir en 1961 une délégation générale à Paris et, partant, de jouer dans la cour des grands pour les questions importantes aux yeux des Français et de la France, soit la ma-



SOURCE CENTRE CULTUREL CANADIEN

Octobre 2000: le Centre culturel canadien à Paris célébrait son trentième anniversaire. Pour l'occasion, on avait hissé sur la façade huit drapeaux — l'œuvre de Jacky Lafargue et de Louis Couturier — sur lesquels huit immigrants qui avaient quitté leur pays pour la France ou le Canada illustraient leur identité personnelle. Ci-dessus, le drapeau de Wajdi Mouawad.

nifestation d'une identité artistique spécifique.

Le Centre culturel canadien a donc été le navire amiral d'une politique mise en place en 1966 pour répondre à une offensive diplomatique spécifique du Québec contre laquelle le gouvernement fédéral de l'époque n'avait pas de parade autre que de promouvoir notre culture dans les pays que nous voulions convaincre et séduire, par lesquels nous voulions être pris au sérieux.

Cette politique a, bien sûr, fait ses preuves de nombreuses façons: en effet, des accords culturels ont été signés, des commissions mixtes bilatérales ont été convoquées, des ambassadeurs ont assisté à des concerts d'orchestres canadiens, des vernissages d'œuvres abstraites, audacieuses ou explicites ont scandalisé ou charmé des visiteurs, des tournées de chanteurs et de danseuses ont fait frémir; des colloques ont eu lieu, des recherches ont été encouragées, des échanges de tous ordres ont eu lieu, tout cela à fort bas prix, pour le bonheur des auditeurs, spectateurs, lecteurs, témoins étrangers invités par nos diplomates, attirés par notre réputation de créateurs et de penseurs de qualité.

Rejet de l'art

Dans cette affaire de compressions qui nous occupe maintenant, on ne doit pas sous-estimer la complexité traîtresse des fonctionnaires, à Ottawa comme à l'étranger, qui nourrissent les plus bêtes timidités de nos leaders en ce qui concerne l'expression culturelle canadienne dans le monde.

J'ai eu pendant huit ans la responsabilité du Centre culturel canadien à Paris. Je compterais sur les doigts de la main le nombre de hauts fonctionnaires de l'ambassade qui sont venus visiter des expositions, assister à une lecture, une conférence ou un col-

loque autrement que parce qu'ils y étaient forcés. Et n'allons d'ailleurs pas croire que le Centre culturel québécois de la rue du Bac, inacceptablement sabordé il y a longtemps, s'en tirait mieux que nous.

Je n'ai qu'une comparaison qui répond à cette situation de rejet de l'art comme témoin de ce que nous sommes: quelque part en nous, les Canadiens et les Québécois, l'expression artistique ressemble à la religion, c'est une pratique compréhensible, peut-être même respectable, mais inavouable.

Des centaines, des milliers de créateurs canadiens et québécois de tous genres et de toutes allégeances (politiques et autres) sont passés par Canada House à Londres, par le CCC à Paris et par les autres centres culturels ou d'information (Tokyo, Washington, New York, Berlin, Rome, Mexico etc.), les bibliothèques et les salles polyvalentes de nos missions à l'étranger.

Si chacune des écrivaines et des cinéastes, chacun des peintres et des étudiants, chacun des chercheurs et des danseuses, chacun des pianistes et des éditeurs, chacun des accordéonistes et des conteurs d'histoires, chacun des sculpteurs et des chorégraphes se levait demain et disait: «J'y suis allé, j'ai vu quelqu'un qui m'a dit ce qu'il fallait faire, qui m'a montré comment; j'y ai accroché ma toile et j'y ai aiguisé mon crayon, j'y ai chanté ma toune et on m'a donné la bonne adresse, j'y ai trouvé le livre qu'il me fallait, j'y ai connu la personne qui m'a fait connaître la personne qui... etc.», il y aurait alors au Canada des milliers et des milliers de personnes qui affirmieraient haut et fort que cette décision de couper les fonds pour les relations culturelles internationales est néfaste, qu'elle va contre les intérêts du Cana-

da et du Québec, qu'elle est une honte et un scandale.

On ne fait pas d'économie dans les affaires de l'âme, et l'âme qui est aimée et respectée et partagée dans le monde, c'est le jardin que nous cultivons, tant bien que mal, depuis bientôt 40 ans à coups de petits budgets, de petits lancements, de petits vernissages et de formidable enthousiasme de la part des attachés culturels, parfaits zélés, employés locaux pour la plupart, qui mènent la victoire à chaque jour. Demandez-le aux créateurs québécois.

Je vous dis cela au nom aussi de quelques attachés culturels qui ont sacrifié là des ambitions de carrière et souvent assumé sans rage les humiliations de leur filiation à la race des cultureux; et je ne vous parle pas des interlocuteurs étrangers dont nous avons toutes ces années cultivé l'amitié et obtenu le respect et l'admiration, tous ces travailleurs de la culture et ces citoyens ordinaires ou extraordinaires, tous ces artistes et journalistes, tous ces partenaires et amis, tous ces savants et ces poètes, qui n'en reviennent pas quand nous leur dirons, à Paris autant qu'à Pékin, à Londres autant qu'à Buenos Aires, que nous avons décidé de ne plus parler de nous, qu'il faudra dorénavant se contenter de suivre le cours d'Alcan en Bourse et de voler sur des jets régionaux pour savoir qui sont les Canadiens, les Québécois.

Obéir lentement

Mais il y a un chouïa d'espoir qu'il me reste et qui a marché en 1993 quand le dernier gouvernement conservateur finissait de sévir et réclamait la fermeture et la vente du Centre culturel canadien de Paris. Il s'est alors trouvé, et je leur rends une reconnaissance émue, des fonctionnaires à Paris et aux Affaires extérieures à Ottawa pour faire ce que Pierre Jeannin recommandait au XVI^e siècle en France: «Il faut obéir lentement aux souverains quand ils sont en colère.» Ils ont attendu qu'un nouveau gouvernement arrive aux affaires. Et une des premières décisions de ce gouvernement a été, en 1994, de garder le Centre culturel canadien, puis de le restaurer, puis de relancer ses programmes.

Est-ce que nous aurons, nous tous les milliers de créateurs et de citoyens qui attendent debout à travers tout le pays, et dont je parle ci-dessus, et les dizaines de milliers d'amis que nous avons dans le monde, le loisir de retarder l'application de cette décision nuisible?

Et saurons-nous alors survivre jusqu'à une échéance électorale douteuse dont rien ne nous prouve, hélas, qu'elle aboutira au salut du programme de relations culturelles internationales?

Il n'y a pas de dictature juste ni de fondamentalisme porteur de liberté

FRANÇOISE DAVID

Porte-parole de Québec solidaire

À la suite de l'article de Christian Rioux dans *Le Devoir* du 23 octobre, où il laisse entendre qu'il y aurait une «alliance informelle entre l'ultra-gauche et l'islamisme», je tiens à faire état de l'extrait suivant de mon discours d'investiture comme candidate de Québec solidaire dans la circonscription de Gouin, dimanche dernier.

Idées dangereuses

Dans beaucoup de régions du monde, les idées xénophobes et racistes, de même que la montée d'une droite morale, religieuse et politique, font peur. Des politiciens, des religieux, des intellectuels, s'appuyant sur la précarité des conditions de vie de millions d'êtres humains et sur un désenchantement généralisé, font la promotion d'idées dangereuses et porteuses de violence. Des exemples?

- Résurgence des néonazis en Allemagne et en Autriche.
- Progression de l'extrême droite en Suède.

■ Montée d'un parti islamophobe au Royaume-Uni.

■ Assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa,

qui dénonçait les massacres en Tchétchénie com-

mandités par l'autocrate Vladimir Poutine.

■ Montée de courants islamistes fanatiques, de fondamentalistes chrétiens ou hindouistes, de multiples sectes aux agissements totalement antidémocratiques et réactionnaires.

Les signaux de danger se multiplient. La pauvreté, l'humiliation et le désespoir conduisent à de graves dérives. Nous pouvons affirmer que ceux qui concentrent entre leurs mains la plus large part des richesses collectives et des pouvoirs politiques sont largement responsables de la montée en force du populisme de droite, de l'autoritarisme et de l'intolérance.

Pourquoi devons-nous nous en inquiéter?

■ Parce que ces idées sont porteuses d'une violence aveugle qui emporte avec elle des milliers, voire des millions d'êtres humains.

■ Parce que les femmes sont toujours les premières victimes des fanatismes politiques ou religieux. Parce qu'on les enferme, les enchaîne, les bâillonne et les mu-

tile au nom de supposés commandements prescrits par des hommes en mal de pouvoir sur elles.

■ Parce que, dans cette déferlante souvent xénophobe, les personnes minoritaires deviennent encore plus vulnérables et sujettes à des discriminations intolérables.

■ Parce que la réponse des dirigeants politiques les plus puissants de la planète est surtout de nature militaire et que cela ne résout rien.

Mais nous devons nous inquiéter aussi parce que nous ne sommes pas à l'abri des idées de droite et des atteintes à la démocratie. Des signes avant-coureurs devraient nous inciter à la vigilance: la militarisation accrue du Canada; les compressions dans les programmes gouvernementaux qui soutiennent l'expression démocratique des femmes, des environnementalistes et des pauvres; les lois répressives en matière de criminalité et de sécurité; le harcèlement de certaines minorités; les incidents racistes; la montée du vote conservateur au Québec lors des dernières élections fédérales; l'expression d'idées populistes et extrêmement individualistes dans l'espace public; les poursuites abusives d'entreprises contre des environnementalistes.

Une image écorchée

MARIE BERNARD-MEUNIER
Ex-ambassadrice du Canada à l'UNESCO,
aux Pays-Bas et en Allemagne

A nnoncer en même temps un surplus budgétaire de 13 milliards de dollars et un vaste programme de compressions, comme vient de le faire le ministre des Finances du gouvernement Harper, n'est pas une aberration en soi. On peut être riche et vouloir quand même faire des économies! Tout gouvernement est aussi en droit d'éliminer des dépenses qu'il croit inutiles. Si certaines compressions sont difficiles à accepter, c'est parce qu'elles reflètent un parti pris idéologique ou une vision du monde qu'aucun discours officiel d'efficacité ne parvient à masquer.

Contrairement à d'autres compressions, celles qui affectent le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international n'ont pas fait l'objet de beaucoup de dénunciations publiques. Elles seront pourtant lourdes de conséquences. Le ministère se fait amputer d'une partie essentielle de son budget de diplomatie publique, son projet de redéploiement d'effectifs à l'étranger se trouve compromis et son programme de consultation, de recherche et d'information du public en matière de politique étrangère est éliminé.

On estime sans doute que le consensus au pays sur des questions comme l'Afghanistan ou les relations avec les États-Unis est déjà assez large et qu'il n'y a pas lieu de consulter ou d'informer les citoyens à propos de ces enjeux. On doit aussi considérer qu'il est normal qu'un ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ait la plus grande partie de ses effectifs à Ottawa plutôt qu'à l'étranger.

On doit enfin juger que la «diplomatie publique» n'a pas de raison d'être. Serions-nous ainsi les derniers à comprendre que les relations internationales débordent largement le cadre des relations de gouvernement à gouvernement?

Le budget de diplomatie publique, c'est celui qui permet aux ambassades à l'étranger d'aider des artistes et des auteurs à se faire connaître sur de nouveaux marchés. Il permet aussi d'organiser des tournées de conférences pour des universitaires, des analystes économiques ou des scientifiques d'ici, qui peuvent raconter les défis qui sont les nôtres et la façon dont nous les devons.

Ce même budget permet aussi d'amener au Canada des journalistes étrangers qui sauront parler de nous, des professeurs d'université qui s'intéresseront à nous et des directeurs de festivals qui offriront de nouvelles scènes à nos artistes.

Des pays comme le Royaume-Uni, la France ou l'Allemagne dépense près d'un milliard de dollars par an en diplomatie publique alors que les États-Unis, eux, viennent de tripler leur budget. Et nous? Nous sabrons allègrement cette année dans un budget de huit millions de dollars et il n'y aura tout simplement plus de budget de diplomatie publique à compter de la prochaine année fiscale.

Mesurons-nous seulement l'importance d'exister aujourd'hui sur la scène internationale? Beaucoup de nouveaux joueurs sont apparus et la concurrence est vive. Les pays rivalisent entre eux pour attirer les meilleurs immigrants, les meilleurs étudiants étrangers, les plus gros investisseurs et les créateurs de technologies nouvelles. Est-ce bien le moment de réduire notre visibilité?

L'époque où un premier ministre haut en couleur pouvait à lui seul donner au Canada un profil international est bien révolue. Pour espérer exercer une véritable influence dans le monde et pour réussir à tirer profit de la mondialisation, il faut déjà exister sur l'écran radar de nos partenaires potentiels.

Mesurons-nous seulement le rôle que les artistes et les intellectuels jouent dans la projection de l'image d'un pays? Qui fait mieux que Robert Lepage pour donner l'image d'un pays jeune, audacieux et créateur? Les Québécois comprennent mieux que la plupart des Canadiens le rôle que joue la culture dans l'expression d'une réalité nationale, mais on trouve hélas partout des gens qui associent la culture à un luxe ou à forme d'élitisme, sans compter ceux qui voient dans ce partage d'émotions qu'est la culture quelque chose de vaguement peccamineux.

La place du Canada dans le monde est quelque chose qui se mérite et qui se paye. Avoir à l'étranger des diplomates dont c'est le métier de promouvoir nos intérêts et leur donner les moyens d'exercer une action efficace, grâce notamment aux ressources de la diplomatie publique, c'est affirmer haut et fort que le monde nous intéresse. Le gouvernement Harper aurait tort de vouloir rétrécir nos horizons. Cesser de s'intéresser à ce qui se passe ailleurs, c'est cesser rapidement d'être soi-même intéressant.

Notre rôle comme parti féministe, démocrate, écologiste et de gauche doit être de dénoncer toute atteinte aux droits fondamentaux, aux libertés, à la dignité humaine, à l'expression citoyenne. Que cela soit le fait de pays occidentaux ou d'autres pays. Il n'y a pas de dictature juste. Il n'y a pas de fondamentalisme porteur de liberté et d'égalité. C'est une évidence, et pourtant, il faut le répéter.

Ici, sur le territoire québécois, la Commission des droits de la personne nous convie à une réflexion sur les accommodements raisonnables. Comment arrimer notre idéal du «vivre ensemble», sur un même territoire, avec une langue commune, une culture riche des apports de tous, et cela, dans le respect des différences? Comment nous assurer que toutes les femmes québécoises, quelle que soit leur communauté d'appartenance, bénéficient des mêmes droits au quotidien? Comment, dans un Québec aux institutions de plus en plus laïques, se sentir bien avec l'expression de la diversité religieuse dans l'espace public?

Ce sont des questions difficiles, et Québec solidaire y répondra, fort de la diversité, de l'audace et de la rigueur de ses membres.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (reluctants), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (reluctants surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (titres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraire); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornéliier et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marielyse Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communisme). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Micheline Ruelland, Nadia Sebai, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et de la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par intérim), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.